

## Déclaration liminaire du CSAL-FS n°6/2023 du 28/09/2023

Monsieur le Président,

La rentrée 2023 se déroule dans un contexte d'explosion des inégalités, d'inflation continue, d'augmentations des prix des produits de première nécessité comme l'électricité, l'alimentation (18 % en 1 an et demi) ou l'essence et de baisse des salaires réels qui, selon les prévisions de la dernière note de conjoncture de l'INSEE, va continuer tout au long de l'année. La situation pour la majorité des salariés, des retraités et des plus précaires va donc s'aggraver.

Depuis 20 ans, les fonctionnaires ont considérablement perdu en pouvoir d'achat. La part de leur revenu qui leur reste pour vivre décevantement est plus maigre de mois en mois avec l'inflation de ces deux dernières années, qui vient se cumuler à une situation déjà dégradée. Les dernières mesures de revalorisation ne sont nullement à la hauteur des enjeux de la période et des attentes des Agents publics. Face à une rémunération aussi inconséquente, il n'y a bien que l'Administration pour s'étonner que la Fonction Publique, et la DGFIP au cas particulier, rencontrent autant de difficultés d'attractivité !

Solidaires Finances Publiques revendique des augmentations conséquentes de la rémunération. Ces revalorisations doivent être assurées par des abondements pérennes qui puissent prémunir les Agents de l'érosion liée à l'inflation et permettre de reconnaître à sa juste valeur leur engagement, leurs compétences et leur sens du Service Public.

Dans ce contexte, Solidaires Finances Publiques s'inscrira pleinement dans la journée de mobilisation du 13 octobre prochain.

Malheureusement, les orientations ministérielles ne vont pas dans ce sens. En effet, dans son discours du 1er septembre à l'IRA de Lyon, le Ministre de la Transformation et de la Fonction Publique, Stanislas Guérini, a annoncé une future loi témoignant notamment d'une volonté d'introduire plus d'intéressement et de rémunération au mérite.

Ce dispositif pose la question de l'évaluation de l'ensemble du travail effectué qui ne peut être mesuré scientifiquement. Il repose donc sur une appréciation subjective du chef de service qui pourra faire la part belle au rendement plutôt qu'à la qualité, à l'acceptation des réformes, des fusions et des délocalisations plutôt qu'à une réflexion sur le travail, à la docilité plutôt qu'à la défense du service public rendu...

Quid de la compétence des Cadres à évaluer la performance sans esprit de favoritisme ?

Quid des aléas de la vie qui peuvent impacter la "performance" au travail ? Et notamment pour les Agents qui mutent et changent de métier, volontairement ou en raison des suppressions de postes et des restructurations subies.

Les sources d'iniquité, et donc de frustration, de démotivation et de perte de sens du Service Public sont nombreuses.

La dégradation constante des conditions de travail à la DGFIP transparaît dans l'expression des Agents matérialisée dans le DUERP, tel que l'impact des outils numériques et de l'intelligence artificielle. Le feuilleton de l'été de GMBI en est l'illustration la plus récente ! Outre le fait d'être terriblement anxiogènes pour les Agents, les reports successifs et bugs multiples n'ont fait que ternir l'image de l'Administration qui se disait exemplaire en matière d'e-administration ! Ce gros couac ne fait que conforter la position de Solidaires Finances Publiques sur le développement excessif de la dématérialisation.

À l'image de GMBI, le manque de préparation et d'anticipation de notre Administration dans les chantiers de la transformation numérique ne prennent pas suffisamment en compte leur impact sur les conditions de vie au travail des Agents, et plus particulièrement au niveau des risques psycho-sociaux.

Ainsi, concernant le point à l'ordre du jour sur le Programme Annuel de Prévention, Solidaires Finances Publiques considère que les réponses de l'Administration sont très loin d'être à la hauteur des enjeux.